

Nom :

Prénom :

RÈGLEMENT INTERIEUR SPORTIF

« DU CAPO LIMOGES JUDO »

Association créée depuis 65 ans, en 1961.

PREAMBULE

En signant la fiche d'inscription annuelle, tout licencié s'engage à adhérer à l'ensemble du présent règlement.

ARTICLE 1 : Obligations parentales

Les responsables légaux des judokas veilleront à ce que leurs enfants respectent ce règlement.

ARTICLE 2 : Impératifs

Chaque nouvel adhérent peut effectuer deux séances d'essai.

Selon les instructions de France JUDO, chaque licencié peut désormais renouveler son certificat médical en complétant le questionnaire santé tous les 3 ans (années N-3 et N) si seulement si :

- il a fourni un certificat médical d'aptitude à la compétition l'année N-3 () Uniquement valable pour les 2 renouvellements suivant la dernière présentation du certificat médical compétition et si le demandeur atteste avoir répondu "NON" à l'ensemble des rubriques du questionnaire de santé.

- il s'agit d'un renouvellement de licence sans interruption entre saison

Dans le cas contraire, le licencié pratiquant doit se rendre chez son médecin pour y faire établir un certificat médical d'aptitude à la pratique du Judo ou du Jujitsu en compétition (le nom, le prénom, la date de naissance et l'adresse du domicile doivent être figurés sur le certificat médical)

Les absences pour raison médicale doivent être signalées au club.

La prise de la licence fédérale est obligatoire. Cette dernière sera validée dès réception du certificat médical et d'un règlement minimum de 60€00.

Un rappel sera effectué vers le 1er octobre de la saison en cours, concernant les documents obligatoires.

En cas d'absence du certificat médical après un mois de pratique, l'accès au tatami sera suspendu.

L'adhérent s'engage à ne pas contester les décisions du / des professeur(s) de Judo.

Les adhérents à la section du JUDO du CAPO ne sont pas habilités à agir au nom de l'association. Cette prérogative est réservée aux membres dirigeants élus et au Directeur Technique.

ARTICLE 3 : Hygiène et respect des lieux

Il est demandé à chaque judoka d'arriver au club avec des chaussures ou chaussons aux pieds et de ne pas courir pieds nus dans les couloirs afin d'arriver sur le tatami avec les pieds propres.

Il est important de se couper les ongles de mains et de pieds afin d'éviter toutes blessures.

Il est strictement interdit de monter sur le tatami avec des bijoux (bagues, bracelets, boucles d'oreilles, ...).

Chaque judoka est tenu de venir avec un kimono propre par respect pour ses professeurs et ses camarades de cours.

Pour le bon fonctionnement du Dojo, il est demandé à tous de respecter ce lieu en jetant ses papiers usagers ou autres dans les poubelles prévues à cet effet.

A la fin de chaque cours, les pratiquants récupèrent leur bouteille plastique et laissent le dojo propre.

Le code Moral de notre discipline doit être respecté. Toute forme d'insolence, tout propos ou attitude irrespectueux, dangereux ou déplacé, n'ont pas leur place au sein du Dojo.

La présence des parents n'est pas souhaitable pendant les cours.

ARTICLE 4 : Engagement administratif

Le Président, un professeur ou un membre du bureau pourra refuser l'accès d'un pratiquant au tatami si celui-ci n'est pas en règle administrativement avec le club, notamment si le certificat médical n'est pas fourni.

La cotisation annuelle ne pourra, sauf cas exceptionnel, être remboursée, même si l'élève arrête les cours dans le courant de l'année.

En cas d'arrêt de l'activité, Les cotisations des judokas qui ont souhaité poursuivre l'activité après avoir bénéficié de cours d'essai gratuit et dont la demande de licence a été envoyée et validée par la FFJDA ne sont pas remboursées.

Le paiement échelonné : la facilité de paiement consentie ne permet pas d'annuler l'encaissement du chèque ou des chèques.

Tout licencié devra être « à jour » de ses cotisations au 1^{er} mars 2026.

L'adhésion, renforcée par le paiement d'une cotisation annuelle incluant celui de la licence fédérale, est un acte volontaire qui ne peut être assimilé à celui de l'achat d'une prestation tarifée.

En conséquence, en cas de fermeture du club sur décision de l'instance fédérale, de la municipalité ou de l'autorité gouvernementale, la cotisation ne sera pas remboursée.

La fiche de renseignements de la saison en cours demandée par notre association sera dûment complétée et signée par tous les pratiquants et devra être remise au secrétariat ou au professeur de judo le premier jour de l'activité. Tout changement des informations mentionnées sur cette fiche doit faire l'objet d'un signalement au secrétariat du club. La signature de la Fiche de renseignements implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement intérieur par le licencié majeur et / ou par son représentant.

Article 5 : Laïcité et de neutralité dans le milieu sportif français

Tout signe religieux, quelle que soit la religion, est prohibé en France lors des compétitions sportives organisées notamment par les fédérations sportives agréées ou affiliées comme étant délégataires d'une mission de service public et à ce titre, considérées comme des organismes privés en charge d'un service public. Cf exercice d'une mission de serv pub par des fédérations sportives agréées (Articles L. 132-1 ; L.131-9 (alinéa 9) Art R132-12. du code du sport)

La Fédération Française de Judo (FJ) respecte ainsi scrupuleusement tant les principes constitutionnels que législatifs de laïcité qui prévalent sur le territoire national.

La question de la transposition des règles nationales et internationales en matière de compétitions sportives avait déjà été tranchée par une réponse ministérielle claire et non démentie depuis, du 11 avril 2013

ARTICLE 7 : Sanctions

Tout judoka manquant de respect au Président, à son ou ses professeurs, à un membre du bureau, à toute autre personne se trouvant dans l'enceinte du club ou à ce présent règlement sportif, pourra être exclu provisoirement ou définitivement du club, sans remboursement de la licence ni de l'adhésion, après un entretien entre le Président, le professeur, un membre du bureau, le judoka et ses parents s'il est mineur.

ARTICLE 8 : Droit à l'image

L'image et la voix du licencié sont susceptibles d'être captées par tout moyen dans le cadre de l'activité de l'association. L'adhérent autorise le CAPO JUDO LIMOGES à procéder à ces captations d'image et à les utiliser dans le cadre de l'association, à titre gratuit, sur tout support de communication visuel quel qu'il soit et notamment : site internet du club, Facebook du club, calendriers sportifs, bulletins d'informations, flyers...L'adhérent ne souhaitant pas que son image soit diffusée doit informer le Bureau, dès la première demande d'adhésion.

Les conditions ci-dessus sont également appliquées dans le cadre d'une intervention ponctuelle de l'association Judo Jujitsu de Gradignan au bénéfice d'une collectivité territoriale ou d'une structure affiliée à la FFJDA. En sollicitant l'association Judo Jujitsu de Gradignan, ces structures autorisent la prise d'une ou plusieurs image(s) ou vidéo(s) (captation, fixation, enregistrement, numérisation) et la diffusion de ces images sur tout support non commercial visant à faire connaître le club et ses actions.

ARTICLE 9 : Responsabilité

Le club décline toute responsabilité en cas d'accident en dehors de ses heures de cours. Le club décline toute responsabilité en cas de vol dans les vestiaires.

Le Licencié

le responsable légal

le président de la section JUDO

